

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206945]

30 NOVEMBRE 2023. — Décret modifiant les articles 36ter et 36quater du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et modifiant l'article 22 du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Article 1^{er}. Dans l'article 36ter du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par la loi du 27 juin 1972 et modifié en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les mots « au fonctionnaire ou » sont insérés entre le mot « payable » et les mots « au service désigné par le Gouvernement »;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Lorsque la taxe concerne une remorque dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas sept cent cinquante kilogrammes, il est remis au déclarant après paiement un signe distinctif fiscal qui se trouve en permanence à bord du véhicule tractant la remorque.

Au besoin, ce signe distinctif fiscal est renouvelé chaque année.

Le Gouvernement wallon détermine les modalités d'application du présent paragraphe. »;

3° dans le paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « déclarée au fonctionnaire ou au service précité » sont insérés entre le mot « usage » et les mots « dans le courant d'un mois »;

b) les mots « , contre remise du signe distinctif, » sont abrogés;

c) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la cessation d'usage concerne une remorque visée au paragraphe 4, la taxe est restituée contre remise du signe distinctif fiscal. »;

4° le paragraphe 9 est remplacé par ce qui suit :

« § 9. Toute période imposable se clôture de plein droit avec la radiation de la marque d'immatriculation.

Pour la remorque visée au paragraphe 4, l'ancien détenteur est responsable de la taxe aussi longtemps que le changement apporté dans sa détention n'est pas déclaré. ».

Art. 2. Dans l'article 36quater du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 1974 et modifié en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « au fonctionnaire ou » sont insérés entre le mot « payable » et les mots « au service désigné par le Gouvernement »;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Lorsque la taxe fixée conformément à l'article 9, E., est égale à zéro, une déclaration n'est pas à souscrire pour les véhicules à moteur ou ensembles de véhicules destinés au transport de marchandises. »;

2° le paragraphe 4 est abrogé;

3° dans le paragraphe 5, devenant le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « déclarée au fonctionnaire ou au service précité » sont insérés entre le mot « usage » et les mots « dans le courant d'un exercice d'imposition »;

b) les mots « signe distinctif doit être remis au fonctionnaire ou service précité et » sont abrogés;

4° dans le paragraphe 6, devenant le paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « déclarée au fonctionnaire ou au service précité » sont insérés entre les mots « modification d'un véhicule » et les mots « la taxe »;

b) les mots « le signe distinctif doit être remis au fonctionnaire ou service précité et » sont abrogés;

5° dans le paragraphe 7, devenant le paragraphe 6, les mots « § 7 » sont remplacés par les mots « § 6 »;

6° le paragraphe 8, devenant le paragraphe 7, est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Toute période imposable se clôture de plein droit avec la radiation de la marque d'immatriculation. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes*

Art. 3. Dans l'article 22 du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes, remplacé par le décret du 13 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation au montant de l'amende administrative fixé à l'alinéa 1^{er}, le montant de la première amende administrative est fixé à deux cent cinquante euros pour les infractions de catégorie C commises par le même véhicule et constatées au cours de la même année civile. »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. En cas d'infractions commises de bonne foi par le redevable et sur recours administratif de celui-ci, le fonctionnaire ou le service désigné par le Gouvernement réduit les montants des amendes administratives fixés au paragraphe 2 si :

1° ces amendes sanctionnent une même catégorie d'infraction B, C ou D, et;

2° ces infractions sont commises durant une période limitée dans le temps par le même véhicule.

Les montants des amendes administratives visées à l'alinéa 1^{er} sont fixés comme suit :

Catégorie —	Montant —
B	400 EUR par infraction avec un maximum de 1.200 EUR
C	250 EUR par infraction avec un maximum de 750 EUR
D	50 EUR par infraction avec un maximum de 150 EUR

CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 novembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture,
de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORRÉALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1511 (2023-2024) N^{os} 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 29 novembre 2023

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/206945]

30. NOVEMBER 2023 — Dekret zur Abänderung der Artikel 36ter und 36quater des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern und zur Abänderung von Artikel 22 des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Abänderungen des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern*

Artikel 1 - Artikel 36ter des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern, eingefügt durch das Gesetz vom 27. Juni 1972 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° In Paragraf 2 wird die Wortfolge "an die von der wallonischen Regierung bezeichnete Dienststelle" durch die Wortfolge "an den von der wallonischen Regierung bezeichneten Beamten oder die von ihr bezeichnete Dienststelle" ersetzt;

2° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 4. Betrifft die Steuer einen Anhänger mit einer zulässigen Gesamtmasse von höchstens siebenhundertfünfzig Kilogramm, so wird dem Abgeber einer Erklärung nach Zahlung ein Steuerkennzeichen ausgehändigt, das sich ständig in dem Fahrzeug befindet, das den Anhänger zieht.

Bei Bedarf wird dieses Steuerkennzeichen jedes Jahr erneuert.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Paragrafen fest.“;

3° Paragraf 5 wird wie folgt abgeändert:

a) die Wortfolge „Wird der Gebrauch innerhalb eines Monats eingestellt“ wird durch die Wortfolge „Bei Beendigung des Gebrauchs innerhalb eines Monats, die dem vorgenannten Beamten oder der vorgenannten Dienststelle gemeldet wird“ ersetzt;

b) die Wortfolge „gegen Rückgabe des Kennzeichens“ wird aufgehoben;

c) der Paragraf wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Betrifft die Beendigung der Benutzung einen Anhänger im Sinne von Paragraf 4, so wird die Steuer gegen Abgabe des Steuerkennzeichens zurückerstattet.“;

4° Paragraf 9 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 9. Jeder Besteuerungszeitraum endet automatisch mit der Streichung des Zulassungskennzeichens.

Für den in Absatz 4 genannten Anhänger haftet der frühere Halter für die Steuer, solange die Änderung der Halterschaft nicht gemeldet wird.“.

Art. 2 - Artikel 36^{quater} desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 23. Dezember 1974 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 wird wie folgt abgeändert:

a) 1° In Absatz 1 wird die Wortfolge „an die von der wallonischen Regierung bezeichnete Dienststelle“ durch die Wortfolge „an den von der wallonischen Regierung bezeichneten Beamten oder die von ihr bezeichnete Dienststelle“ ersetzt;

b) zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Wenn die gemäß Artikel 9, E. festgelegte Steuer gleich Null ist, muss für Kraftfahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen zur Güterbeförderung keine Erklärung abgegeben werden.“;

2° Paragraf 4 wird aufgehoben;

3° Paragraf 5, der zu Paragraf 4 Absatz 1 wird, wird wie folgt abgeändert:

a) die Wortfolge „Wird der Gebrauch innerhalb eines Steuerjahres eingestellt“ wird durch die Wortfolge „Bei Beendigung des Gebrauchs innerhalb eines Monats, die dem vorgenannten Beamten oder der vorgenannten Dienststelle gemeldet wird“ ersetzt;

b) die Wortfolge „ist das Unterscheidungszeichen dem vorgenannten Beamten oder der vorgenannten Dienststelle zu übergeben und“ wird aufgehoben;

4° Paragraf 6, der zu Paragraf 5 wird, wird wie folgt abgeändert:

a) hinter die die Wortfolge „Bei einer Änderung eines Fahrzeugs“ wird die Wortfolge „, die dem vorgenannten Beamten oder der vorgenannten Dienststelle gemeldet wurde,“ eingefügt;

b) die Wortfolge „ist das Unterscheidungszeichen dem vorgenannten Beamten oder der vorgenannten Dienststelle zu übergeben und“ wird aufgehoben;

5° in Paragraf 7, der zu Paragraf 6 wird, wird „ § 7“ durch „ § 6“ ersetzt;

6° Paragraf 8, der zu Paragraf 7 wird, wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 7. Jeder Besteuerungszeitraum endet automatisch mit der Streichung des Zulassungskennzeichens.“.

KAPITEL 2 — *Abänderungen des Dekrets vom 16. Juli 2015
zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen*

Art. 3 - Artikel 22 des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Abweichend von dem in Absatz 1 festgelegten Betrag der administrativen Geldbuße wird der Betrag der ersten administrativen Geldbuße für Verstöße der Kategorie C, die mit demselben Fahrzeug begangen und in demselben Kalenderjahr festgestellt wurden, auf zweihundertfünfzig Euro festgesetzt.“;

2° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 3. Bei Verstößen, die der Abgabepflichtige in gutem Glauben begangen hat, und auf administrative Beschwerde des Abgabepflichtigen reduziert der von der Wallonischen Regierung bezeichnete Beamte oder die von ihr bezeichnete Dienststelle die in Paragraf 2 festgesetzten Beträge der administrativen Geldbußen, wenn

1° diese Geldbußen dieselbe Kategorie von Verstößen B, C oder D ahnden und

2° diese Verstöße innerhalb eines zeitlich begrenzten Zeitraums von demselben Fahrzeug begangen werden.
Die Höhe der in Absatz 1 genannten administrativen Geldbußen wird wie folgt festgelegt:

Kategorie	Betrag
B	400 EUR pro Verstoß bis zu einem Höchstbetrag von 1.200 EUR
C	250 EUR pro Verstoß bis zu einem Höchstbetrag von 750 EUR
D	50 EUR pro Verstoß bis zu einem Höchstbetrag von 150 EUR

”.

KAPITEL 3 — *Schlussbestimmung*

Art. 4 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. November 2023.

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Der Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Fortwesen, Ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1511 (2023-2024) Nr. 1 bis 3
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 29. November 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206945]

30 NOVEMBER 2023. — **Decreet houdende wijziging van de artikelen 36ter en 36quater van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en houdende wijziging van artikel 22 van het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Artikel 1. In artikel 36ter van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij de wet van 27 juni 1972 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden "de voor de invordering bevoegde dienst aangewezen door de Waalse Regering" vervangen door de woorden "de voor de invordering bevoegde ambtenaar of dienst aangewezen door de Waalse Regering";

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

"§ 4. Wanneer de belasting betrekking heeft op een aanhangwagen waarvan de maximaal toegelaten massa niet meer dan zeventienvijftig kilogram bedraagt, wordt aan de aangever een kenteken uitgereikt, waarvan het voertuig dat de aanhangwagen trekt, voortdurend moet voorzien zijn.

Indien nodig wordt dit fiscale kenteken elk jaar vernieuwd.

De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf.”;

3° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) De woorden "Ingeval het gebruik in de loop van een maand ophoudt" worden vervangen door de woorden "Als de beëindiging van het gebruik binnen een maand bij de bovengenoemde ambtenaar of dienst wordt gemeld";

b) de woorden ", tegen afgifte van het kenteken," worden opgeheven;

c) De paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Indien de beëindiging van het gebruik betrekking heeft op een aanhangwagen als bedoeld in paragraaf 4, wordt de belasting teruggegeven tegen inlevering van het fiscale kenteken.";

4° paragraaf 9 wordt vervangen als volgt:

"§ 9. Elk belastbaar tijdperk eindigt automatisch met de schrapping van het registratiemerkteken.

In het geval van de in paragraaf 4 bedoelde aanhangwagen is de voormalige houder aansprakelijk voor de belasting zolang er geen aangifte is gedaan van de verandering betreffende het houden ervan."

Art. 2. In artikel 36^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 december 1974 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "de voor de invordering bevoegde dienst aangewezen door de Waalse Regering" vervangen door de woorden "de voor de invordering bevoegde ambtenaar of dienst aangewezen door de Waalse Regering";

b) er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

"Wanneer de overeenkomstig artikel 9, E, vastgestelde belasting gelijk is aan nul, is geen aangifte vereist voor motorvoertuigen of samenstellen van voertuigen die bestemd zijn voor het vervoer van goederen.";

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

3° in paragraaf 5, die paragraaf 4 wordt, worden, in lid 1, de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "Ingeval het gebruik in de loop van het aanslagjaar ophoudt" worden vervangen door de woorden "Als de beëindiging van het gebruik in de loop van het aanslagjaar bij de bovengenoemde ambtenaar of dienst wordt gemeld";

b) de woorden "moet het kenteken aan de voormelde ambtenaar of dienst worden teruggegeven en" worden opgeheven;

4° in paragraaf 6, die paragraaf 5 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) De woorden "Ingeval van wijziging aan een voertuig" worden vervangen door de woorden "In geval van wijziging van een voertuig waarvan aangifte is gedaan bij bovengenoemde ambtenaar of dienst";

b) de woorden "moet het kenteken aan de voormelde ambtenaar of dienst worden teruggegeven en" worden opgeheven;

5° in paragraaf 7, die paragraaf 6 wordt, worden de termen " § 7" vervangen door de termen " § 6";

6° paragraaf 8, die paragraaf 7 wordt, wordt vervangen door wat volgt:

"§ 7. Elk belastbaar tijdperk eindigt automatisch met de schrapping van het registratiemerkteken."

**HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen in het decreet van 16 juli 2015
tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens**

Art. 3. In artikel 22 van het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"In afwijking van het bedrag van de administratieve boete bepaald in het eerste lid, wordt het bedrag van de eerste administratieve boete vastgesteld op tweehonderdvijftig euro voor overtredingen van categorie C die met hetzelfde voertuig worden begaan en in de loop van hetzelfde kalenderjaar worden vastgesteld.";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. Bij overtredingen die te goeder trouw zijn begaan door de belastingplichtige en na administratief beroep door deze laatste, vermindert de ambtenaar of de dienst aangewezen door de Regering de bedragen van de administratieve boeten, vermeld in paragraaf 2, indien:

1° deze boeten bestraffen dezelfde categorie van overtreding B, C of D, en;

2° die overtredingen tijdens een in de tijd beperkte periode door hetzelfde voertuig worden begaan.

De bedragen van de administratieve boeten bedoeld in het eerste lid, worden als volgt vastgesteld:

Categorie	Bedrag
B	400 EUR per overtreding tot een maximum van 1.200 EUR
C	250 EUR per overtreding tot een maximum van 750 EUR
D	50 EUR per overtreding tot een maximum van 150 EUR

".

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 november 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President et Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1511 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 29 november 2023.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48798]

16 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les tronçons du réseau électrique considérés comme réseau de transport local et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juin 2015 déterminant les tronçons du réseau électrique considérés comme "réseau de transport local" et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 4, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022.

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juin 2015 déterminant les tronçons du réseau électrique considérés comme « réseau de transport local » et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 ;

Vu le rapport du 12 octobre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 8 novembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 74.832/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 8 novembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la proposition CD-23f16-CWaPE-0930 de la CWaPE du 16 juin 2023 ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par un « dipôle », un élément du réseau électrique qui comprend l'ensemble des conducteurs électriques aériens ou souterrains disposés en série ou en parallèle entre deux nœuds d'un circuit. Un dipôle est identifié par le numéro de circuit, y compris le niveau de tension, et les nœuds qu'il relie.

Art. 2. Pour la partie située en Région wallonne, les dipôles suivants sont considérés comme un réseau de transport local tel que visé à l'article 2, 16°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité :

1° Dipôles 70 kV					
CIRCUIT	LIGNE/ CABLE	P5 A	P5 B	POSTE A	POSTE B
70 45	LI	JEMAP	BAUDO	JEMAPPES	BAUDOUR
70 46	LI	JEMAP	MONS	JEMAPPES	MONS